

NOTE D'INFORMATION

du Secrétariat
à la Convention

Objet : **Mandat complémentaire au groupe d'experts désignés par les services
juridiques**

Le Praesidium est convenu lors de sa réunion du 2 avril 2003 de donner un mandat complémentaire au groupe d'experts désignés par les services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, pour l'assister dans l'adaptation technique de la partie II de la Constitution.

Les membres de la Convention trouveront ci-joint:

- en annexe A, le mandat tel qu'il a été transmis aux trois services juridiques.
- en annexe B, les suggestions du groupe d'experts juridiques qu'ils ont déjà mis en œuvre dans le texte adapté de la Partie II.

**Mandat complémentaire pour le groupe d'experts
désignés par les services juridiques
des trois Institutions**

1. Le Praesidium a examiné, lors de sa réunion du 2 avril 2003, les suggestions faites par le groupe d'experts dans son rapport du 13 mars 2003 (cf. doc. CONV 618/03 p. 175 à 187) à l'exception de celles visées aux points 29, 30, 31 et 32.
2. Suite à cet examen, le Praesidium est convenu de donner au groupe un mandat complémentaire pour mettre en œuvre certaines des suggestions auxquelles le Praesidium a décidé de donner suite. En ce qui concerne la suite à donner aux suggestions visées aux points 29, 30, 31 et 32, le Praesidium ne les ayant pas encore examinées, sa mise en œuvre fera l'objet, le cas échéant, d'un nouveau mandat complémentaire du Praesidium.
3. Les suggestions auxquelles le Praesidium invite le groupe à donner suite sont les suivantes :

a) Fusion des articles 70 et 80 du TCE

La Praesidium a décidé de donner suite à cette suggestion en retenant l'option a) (p.179)

b) Utilisation des abréviations

La Praesidium a décidé de donner suite à la suggestion du groupe (p.176); les abréviations figurant dans la partie II de la Constitution doivent être remplacées par la dénomination officielle.

c) Les procédures de décision

Le Praesidium a décidé de donner suite aux suggestions suivantes du groupe (p. 184 et 185) :

- i) remplacer la règle de vote actuelle selon laquelle « les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité des membres qui le composent » (art.205 § 1) par la formule « les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité qualifiée ». Il est demandé au groupe de faire les adaptations techniques nécessaires dans les bases juridiques afin de tenir compte de cette nouvelle règle.
- ii) en ce qui concerne le Parlement européen, remplacer le terme « avis conforme » par « approbation » (« consent » en anglais) ;
- iii) le Praesidium ayant décidé de prévoir dans un article de la Constitution consacrée à la Commission une formule qui prévoit que « sauf disposition contraire expresse, un acte de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission », il est demandé au groupe de faire les adaptations techniques nécessaires dans les différentes bases juridiques qui prévoient que le Conseil statue sur proposition de la Commission ;
- iv) remplacer les termes « majorité absolue » en ce qui concerne le Parlement européen par les termes « majorité des suffrages exprimés » et les termes « majorité des membres qui composent le Parlement européen » par les termes « majorité des membres qui le composent ».

d) Association des pays et territoire d'outre-mer

Le Praesidium a décidé de maintenir la quatrième partie du traité CE comme partie indépendante dans la partie II.

e) **Fusion de certaines dispositions**

Le Praesidium a décidé de donner suite à la suggestion de fusionner les paragraphes 1 et 2 de l'article 19, tout en demandant de prendre soin dans la rédaction de la disposition fusionnée de bien tenir compte des spécificités de chacun des deux domaines.

f) **Suppression de certaines dispositions**

Le Praesidium a décidé de donner suite aux conclusions du groupe de travail IX de supprimer l'instrument de la Convention (cf. Arts. 20 du TUE et 186, 293 du TCE) et de le remplacer par des règlements ou des décisions du Conseil. Il a décidé en conséquence de supprimer l'article 293 du TCE. Il est demandé au groupe de mettre en œuvre ces suggestions et d'examiner l'éventuelle nécessité de créer une base juridique spécifique en ce qui concerne les domaines couverts par cette disposition et qui ne seraient pas couverts par d'autres dispositions de la Constitution. Cette nouvelle base juridique éventuelle devrait prévoir comme instrument le règlement du Conseil.

g) **Remplacement du mot « valeurs communes » figurant à l'article 16 du TCE.**

Le Praesidium a décidé de donner suite à la suggestion du groupe en remplaçant les termes « parmi les valeurs communes » figurant à l'article 16 du TCE par les termes « en tant que services auxquels tous dans l'Union attribuent une valeur ».

4. Le Praesidium a en outre approuvé les suggestions du groupe d'experts que celui-ci a déjà mis en œuvre et qui figurent en annexe à la présente note.

SUGGESTIONS QUI ONT DEJA ETE MISES EN OEUVRE
PAR LE GROUPE D'EXPERTS

1. Structure de la partie II

Le groupe d'experts (p. 177) a attiré l'attention sur le fait que certaines dispositions ne trouvent pas leur place dans la structure du 28 octobre 2002, telles que, par exemple, des dispositions d'application générale (articles 3(2), 6, 16, 295 et 296 du traité CE), les dispositions sur la non-discrimination et la citoyenneté (article 12, 13 et 18 à 22), celles sur la fiscalité (article 90 à 93), la coopération douanière (article 135) ou la coopération économique, financière et technique avec les pays tiers (article 181 A). Le groupe a fait des suggestions sur leur place dans la partie II.

2. Suppression des dispositions obsolètes

Le groupe suggère (p. 178) de supprimer, comme obsolètes, certaines dispositions du traité CE qui évoquent des dates ou des événements dépassés (l'article 14CE et l'article 93CE, qui visent la date du 31 décembre 1992 pour l'achèvement du marché intérieur, et l'article 37, paragraphe 1, CE, qui se réfère à une conférence qui a eu lieu à Stresa en 1958 et dont les résultats font désormais partie de l'acquis).

3. Réaménagement de certains articles

Le groupe a suggéré (pp. 182/3) certains réaménagements d'une portée limitée,

- a. placer l'article 4 TCE en tête du titre « *politique économique et monétaire* » ;
- b. placer les articles 14 et 15 CE en tête d'un nouveau titre ou chapitre consacré au marché intérieur, regroupant également les articles 94 à 97 CE ;

- c. compléter le titre II « *Agriculture* » du traité CE par les mots « *et pêche* », afin de refléter dans le titre le champ d'application de l'article 32, paragraphe 1, CE, et adapter le texte de cet article pour en tenir compte.

4. **Les sessions annuelles du Parlement européen**

Le groupe suggère (p. 187) de remplacer la formule figurant au 2ème alinéa de l'article 196 CE « *le Parlement européen peut se réunir en session extraordinaire ...* » qui pourrait créer des confusions aux yeux du citoyen, par la formule retenue par le Règlement du Parlement depuis 1958, à savoir « *la période de session* ».
